

# Allemand juridique : traduction commentée

## Allemand

*Zweifel an Geheimabsprachen im Bundestag*

Bundestag: Sondergremium soll in eiligen Fällen schnell über Milliardenhilfen entscheiden

Darf ein neunköpfiges Gremium im Elverfahren über Milliarden entscheiden - und das auch noch geheim? Die Regelung zum Euro-Rettungsschirm sieht genau das vor, doch nun äußern Bundestagsexperten Bedenken: Nach SPIEGEL-Informationen warnen sie vor einem möglichen Verstoß gegen die Verfassung.

Hamburg - Das Vorgehen von Angela Merkels Regierung in der europäischen Schuldenkrise ist umstritten, nur knapp erreichte sie Ende September bei der Abstimmung über die Erweiterung des Euro-Rettungsschirms EFSF die Kanzlermehrheit. Nun droht neuer Ärger im Bundestag: Grund ist ein Spezialgremium, das künftig in eiligen und vertraulichen Fällen schnell über die Milliardenhilfen des Rettungsfonds entscheiden soll.

Das neue Gremium beschneide die Rechte der Abgeordneten und verstoße womöglich gegen das Grundgesetz - zu diesem Urteil kommt nach SPIEGEL-Informationen ein Gutachten der Wissenschaftlichen Dienste im Parlament. Es sei fraglich, ob die Regelungen bei einer Überprüfung durch das Bundesverfassungsgericht Bestand hätten, heißt es in der Expertise, die der SPD-Abgeordnete Swen Schulz in Auf-

## Français

### Les délibérations secrètes au Bundestag ne font pas l'unanimité

Bundestag: Dans des situations d'urgence, un comité exceptionnel devra prendre une décision rapide sur des aides se montant à des milliards d'euros.

Un comité de neuf membres a-t-il le droit de décider, en procédure d'urgence, de l'attribution de milliards d'euros d'aide, et ce, en secret ? C'est exactement ce que prévoient les dispositions du plan de sauvetage de l'Euro, mais à présent, des experts du Bundestag expriment des réserves : d'après des informations du magazine SPIEGEL, ils mettent en garde contre une violation possible de la constitution.

Hambourg - La manière d'agir du gouvernement d'Angela Merkel face à la crise de la dette en Europe est controversée. Ce gouvernement n'a obtenu que de peu la majorité absolue lors du vote sur l'extension du plan de sauvetage de l'euro (FESF, fonds européen de stabilité financière). À présent, au Bundestag, la colère gronde à nouveau, en raison d'un comité spécial qui, à l'avenir, devra décider rapidement, dans des cas urgents et confidentiels, d'attribuer ou non les aides du fonds de sauvetage, qui atteignent des milliards d'euros.

Une expertise des services scientifiques du parlement, rapportée par le magazine SPIEGEL, considère que ce nouveau comité restreint fortement les droits des députés et constitue peut-être une violation de la Loi fondamentale. Cette expertise, commanditée par le député social-démocrate (SPD) Swen Schulz, pose la question de savoir si cette disposition résisterait à un examen par le tribunal constitutionnel fédéral.

trag gegeben hat.

Die Mitglieder des neunköpfigen Sondergremiums werden demnächst aus den Reihen des Haushaltsausschusses gewählt. Die Parlamentsjuristen bezweifeln aber, dass die Beteiligungsrechte der Abgeordneten auf diese Weise gewahrt bleiben.

Die Budgethoheit liege beim Bundestag als Ganzen. „Eine Delegation dieser Befugnis auf ein Sondergremium verlagert die Verantwortung auf einige Wenige und verhindert die Beteiligung aller Abgeordneten am Parlamentarischen Willensbildungskonsens“, heißt es in dem Gutachten. SPD-Politiker Schulz erwägt nun eine Verfassungsklage: „Ein neunköpfiges Gremium kann den Bundestag in einer so wichtigen Frage nicht ersetzen“, so der 43-Jährige.

#### Ackermann contra Euro-Retter

Auch aus anderer Richtung gibt es Ärger für die Euro-Retter: Deutsche-Bank-Chef Josef Ackermann hält eine Massive Ausdehnung des Euro-Rettungsschirms laut „Bild am Sonntag“ für rechtswidrig. Mit Rettungsschirmen sei das Problem der Euro-Krise „an sich nicht gelöst“, sagte Ackermann dem Bericht zufolge auf einem Kongress der Deutschen Bank. „Wir können uns Rettungsschirme in dieser Größenordnung gar nicht erlauben“, so Ackermann. „Das werden die Gerichte, aber auch die Bevölkerungen an sich nicht zu lassen.“

Ackermann forderte daher von den Ländern der Euro-Zone eine schrittweise Haushaltksolidierung zur Bewältigung der Krise. Zudem sprach er sich für eine Reform der europäi-

Les neuf membres de ce comité exceptionnel seront choisis prochainement parmi ceux du comité budgétaire. Les juristes du parlement doutent cependant que cette manière de faire respecte les droits de participation des députés.

Selon les experts, le montant du budget doit être décidé par le Bundestag entier. L'expertise indique : « déléguer un tel pouvoir à un comité exceptionnel transfère la responsabilité sur un petit nombre de personnes et interdit la participation de tous les députés au processus parlementaire d'obtention d'un consensus ». Le député social-démocrate Swen Schulz évoque à présent une saisine du tribunal constitutionnel : « un comité de neuf membres ne peut pas remplacer le Bundestag pour traiter une question aussi importante », proteste-t-il.

#### Le patron de la Deutsche Bank opposé aux pompiers de la zone euro

D'autres aussi sont en colère contre les pompiers de l'euro : selon un article du journal Bild am Sonntag, Josef Ackermann, le patron de la Deutsche Bank, voit aussi dans l'élargissement du plan de sauvetage de l'euro une atteinte au droit. L'article rapporte que M. Ackermann, lors d'un congrès de la Deutsche Bank, a déclaré que ce n'était pas avec des plans de sauvetage que la crise de l'euro « serait résolue pour de bon ». « Nous ne pouvons pas nous permettre de faire des plans de sauvetage d'un tel ordre de grandeur », a-t-il continué, « Les tribunaux ne l'accepteront pas, et la population non plus ».

Ackerman a donc demandé que les pays de la zone euro équilibrent leur budget étape par étape pour surmonter la crise. Il s'est aussi prononcé en faveur d'une réforme de la Constitution européenne. « Je crois que nous n'y arrive-

schen Verfassung aus.  
„Ich glaube, wir kommen nicht darum herum, eine wesentlich intensivere politische und wirtschaftlichere Integration zu schaffen“, sagte er. Dies erfordere aber auch verfassungsrechtliche Veränderungen.

„Wenn wir mehr Kompetenzen nach Brüssel delegieren wollen, müssen wir über Verfassungsänderungen nachdenken“, so Ackermann.

rons pas sans une intégration politique et économique beaucoup plus étroite », a-t-il poursuivi, ajoutant toutefois que cela exigeait aussi des changements constitutionnels : «Si nous voulons déléguer plus de compétences à Bruxelles, nous devons réfléchir à des changements constitutionnels ».